



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-septième session

Rome, 17-22 octobre 2011

**ALLOCUTION PRONONCÉE PAR Mme JOSETTE SHEERAN,
DIRECTRICE EXÉCUTIVE
DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)**

1. Merci d'avoir su diriger, de manière si extraordinaire, les efforts qui nous ont permis de parvenir aujourd'hui à un CSA réformé flambant neuf, le CSA dont le monde a besoin. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) existe depuis 37 ans et nous devons en effet réfléchir à de nouvelles manières de penser et d'agir. Je tiens à vous remercier, M. Jacques Diouf, d'accueillir dans d'excellentes conditions le Secrétariat conjoint du CSA, et je remercie également toute votre équipe pour son dynamisme. M. Swaminathan, je suis flattée d'être ici en votre présence. Il y a peu de personnes dans le monde aussi conscientes de la question de la sécurité alimentaire mondiale et aussi sensibles à ceux qui souffrent de la faim que vous-même et que M. le Président Nwanze, dont la présence est toujours pour nous un honneur.
2. L'année 2008 a révélé des failles dangereuses dans le système alimentaire mondial. La crise a réveillé les esprits, elle a servi de système d'alerte rapide et il nous faut impérativement mieux comprendre ces failles. Nous en avons déjà examinées plusieurs, mais revenons sur quelques-unes d'entre elles. Tout d'abord, l'offre. Nous savons qu'il y avait suffisamment d'aliments dans le monde pour que chaque personne ait une ration de 2 700 kilocalories. Mais nous ne savons pas où, ni comment nous procurer ces aliments, et des pays entiers étaient dans l'impossibilité d'en acheter.
3. Ensuite, nous avons appris que, dans de nombreux pays, 80 pour cent des personnes n'avaient pas de plan de secours. La plupart des habitants de la planète n'ont pas de système de protection sociale susceptible de prendre le relais lorsque les systèmes alimentaires sont en crise; et nous en avons vu les résultats.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion du CSA sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org/cfs. Les documents seront remis aux délégués sous forme électronique au moment de l'inscription.

4. Enfin, nous avons encore une fois pu constater que les risques qui pèsent sur les petits agriculteurs sont trop lourds. C'est sur eux que la crise s'est abattue de plein fouet. Ainsi, partout dans le monde, des personnes ont vu leur ration alimentaire diminuer de moitié du jour au lendemain. La question du risque supporté par les personnes qui souffrent de la faim et les petits exploitants agricoles est complexe, et nous avons aussi appris que le problème ne réside pas tant dans le niveau élevé des prix que dans leur instabilité ; en effet, à cause des fortes fluctuations des prix, les agriculteurs ne savent pas s'ils doivent planter, quel prix ils peuvent obtenir de leurs produits ni s'ils pourront payer les intrants nécessaires.

5. Ce que nous avons pu constater aussi, c'est que la vitesse de diffusion de l'information crée des perturbations partout dans le monde. Les changements induits par l'accélération de l'information ont une incidence terrible sur l'alimentation. Je me rappelle avoir sillonné la planète en 2008 pour essayer de comprendre comment la mondialisation des prix alimentaires avait transformé la situation à l'échelon local, pratiquement du jour au lendemain et partout, y compris sur les marchés locaux. En Éthiopie, par exemple, je suis allée sur le marché des céréales et j'ai discuté avec les négociants. Là où j'étais, il n'y avait pas d'électricité, les produits étaient transportés à dos d'âne. Je me suis dirigée vers un stand et j'ai demandé au négociant comment il avait fixé ce matin-là les prix du teff et des autres céréales. Ces prix étaient très proches des cours observés ailleurs dans le monde. « C'est très simple, m'a-t-il répondu, tous les matins en me levant, je vais sur internet, je consulte les cours de la Bourse de commerce de Chicago et je fixe mes prix. Comme nous sommes un pays pauvre, j'applique une décote de 10 pour cent. » Je pense avoir assisté ce jour-là à la manifestation – observable dans les villages du monde entier – du macro-phénomène de mondialisation du marché, répercuté au niveau local.

6. Nous sommes aujourd'hui réunis pour la session du CSA, qui est la salle de contrôle internationale en matière de sécurité alimentaire mondiale. Les seules personnes vers qui se tourner sont soit dans cette salle, soit au sein de notre groupe d'experts chargé de définir des orientations s'agissant de réagir aux alertes signalées sur notre tableau de bord. Nous sommes la salle de contrôle. Nous devons ajuster notre façon de penser la sécurité alimentaire mondiale. Permettez-moi de vous faire part de quelques réflexions.

7. Dans le domaine technologique, il existe un principe selon lequel, afin de stabiliser l'unité de calcul centrale – ou cœur du système –, c'est-à-dire pour assurer que les systèmes d'information continuent à fonctionner et que les systèmes de messagerie électronique ne s'interrompent pas, il faut investir 5 pour cent dans la couche inférieure et 5 pour cent dans la couche supérieure. Les 5 pour cent inférieurs consistent dans les tampons et les dispositifs pare-feu destinés à éviter un arrêt complet du système. Le dispositif de sécurité est réglé de manière modulaire de telle sorte que les perturbations et dérèglements soient circonscrits et n'aient sur le système qu'un faible impact qui peut être amorti et absorbé.

8. Cette notion de couche inférieure appliquée au domaine de l'alimentation correspond, me semble-t-il, aux systèmes d'alerte rapide, aux filets de sécurité, aux achats locaux aux petits exploitants, aux réserves alimentaires à caractère humanitaire et à toute une série d'outils auxquels nous réfléchissons pour créer des tampons ou des pare-feu dans le système. Il ne s'agit pas de passerelles provisoires qui permettront de parvenir définitivement à un monde parfait où régnerait la sécurité alimentaire ; ces dispositifs seront toujours nécessaires pour amortir les chocs au sein du système. Pour garder la même image, la couche supérieure serait ce qu'on appelle en langage technologique le passage en mode manuel, ou intervention manuelle. Lorsque tout le reste est en panne, vous devez pouvoir reprendre la main, rassembler les morceaux épars et remettre en route la machine ; et, en matière d'alimentation, nous n'avons pas d'autre choix. Cette couche supérieure, ce sont les systèmes d'urgence et, lorsque les systèmes tombent en panne – et cela arrivera –, nous en aurons besoin, tout comme nous aurons besoin d'un système en état de marche qui puisse intervenir pour épauler l'unité centrale.

9. Enfin, il y a l'unité centrale, le cœur du système, les 90 pour cent consistant dans l'investissement du secteur privé et les différents types de compétences que la FAO et d'autres parties prenantes prêtent pour, concrètement, produire des aliments et garantir qu'il y ait des disponibilités alimentaires, et cette question est vraiment primordiale. Mais je dirais que ces deux dispositifs d'amortissement des chocs, inférieur et supérieur, doivent être activés en même temps que sont examinées toutes les questions touchant à la production d'aliments, tâche que je laisse à d'autres; mais, en tout cas, ces dispositifs destinés à stabiliser le cœur du système ne sont pas dans l'état où ils devraient être et nous nous devons d'orienter, avec assurance, les pays – pris individuellement ou collectivement – de sorte qu'ils soient en mesure de maîtriser les prix et les disponibilités alimentaires et de limiter les fluctuations des prix pour parvenir à une situation normale. Aussi, je vous invite ardemment à prendre en compte les éléments de connaissance que nous avons en main.

10. Certains pays ont su stabiliser le cœur du système alors même qu'ils ne sont pas producteurs d'aliments. La famine n'est pas à craindre à Singapour et, heureusement, ce risque ne plane pas non plus sur la Chine ni l'Inde, parce que des systèmes d'adaptation-réaction y sont en place et que ces pays ont appris que, si on ne peut pas vaincre la faim, on peut en revanche la contenir et, pour cela, il faut avoir des systèmes d'amortissement des chocs, complétés, comme nous l'avons appris en 2008, par un système mondialisé d'intervention.

11. En entrant dans cette salle, ce matin, je me demandais si nous étions prêts à réfléchir sérieusement à la manière d'éviter que ce qui est arrivé en 2008 ne se reproduise. Nous avons fait des progrès, nous avons mis en place des systèmes, des choses ont changé et nous savons que des systèmes qui marchent peuvent être reproduits à plus grande échelle. Nous avons vu le Brésil le faire. Nous avons vu d'autres pays le faire. Mais nous savons aussi qu'il ne s'agit pas seulement d'investir sans attendre de retours. Investir dans les systèmes de sécurité alimentaire et la production agricole est un véritable impératif économique. Selon une étude menée récemment par le Programme alimentaire mondial et la Banque interaméricaine de développement, les taux élevés de la malnutrition et de la faim se traduisent, dans les pays concernés, par un coût équivalent en moyenne à une perte annuelle de 6 pour cent du PIB. C'est le coût des ressources humaines perdues du fait des préjudices subis par les personnes, notamment au plan de la santé, ces personnes n'étant plus en mesure de contribuer pleinement à la société. Dans les 36 pays les plus touchés, les moins avancés, en situation d'insécurité alimentaire, tributaires des importations, la perte s'élève à environ 260 milliards de dollars de PIB, et pourtant, d'après la Banque mondiale, il suffirait d'investir 10 milliards de dollars dans la nutrition pour réduire de 30 millions le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance et pour diminuer de moitié les cas de malnutrition aiguë grave. Nous pouvons enrayer la malnutrition dans ces pays et, moyennant des investissements supplémentaires, nous pouvons, vraiment, non seulement réduire la faim, mais la juguler dans le monde entier. Par ailleurs, nous savons que l'alimentation n'est pas une œuvre de charité permanente, nous savons que la mise en place d'un système alimentaire – recherche, investissement dans les domaines des semences et des technologies, production, récolte, entreposage, distribution, etc. – crée des emplois et des débouchés tout au long de la chaîne de valeur.

12. Je souhaite féliciter le G20, tous les pays qui en font partie, et la France en particulier, pour leur plan d'action pour la sécurité alimentaire. Ce plan d'action examine le système et les dispositifs de sécurité qui doivent être repensés afin de renforcer la base des systèmes de sécurité alimentaire mondiale, notamment l'exclusion de l'aide humanitaire des denrées alimentaires visées par les interdictions d'exportation, les réserves destinées aux interventions humanitaires d'urgence que doivent avoir les régions et les pays, le soutien aux petits exploitants et, surtout, le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA), qui permet de localiser les produits alimentaires. Ce plan d'action appelle aussi à développer les filets de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui, nous le savons, peuvent être transposés à plus grande échelle avec un coût abordable.

13. M. le Président de Luna, je tiens donc à vous remercier, et je remercie également toutes les personnes ici présentes. Nous avons beaucoup à faire. Notre programme de travail est très chargé car nous devons définir, lors de la présente session, des idées, des orientations et des avis plus clairs, à l'intention des responsables politiques du monde entier. En effet, nous savons bien qu'il faut un effet d'entraînement et que, pour que les choses changent, il faut que la voix d'un responsable politique s'élève pour dire « Je n'accepterai pas cela. Je n'accepterai pas qu'un enfant meure de faim. »